

Pour faire respecter notre dignité, mobilisons-nous !

Pour faire entendre notre voix et faire grandir **un autre modèle de société, qui respecte la dignité humaine** et met l'être humain au cœur de tous ses choix, mobilisons-nous !

STOP À LA CASSE SOCIALE !

Refusons la casse du code du travail et des services publics, imposée par le Gouvernement et la Commission européenne.

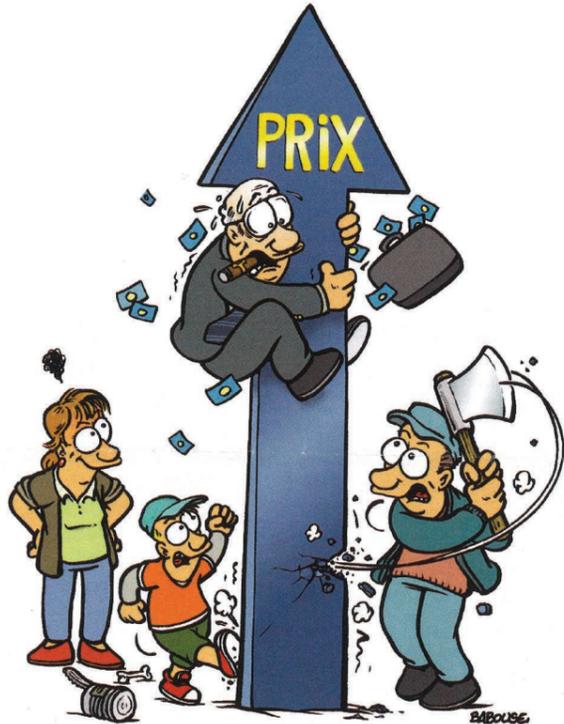
Exigeons une autre utilisation de l'argent, pour le mettre au service du plus grand nombre, pour **rendre du pouvoir d'achat** aux françaises et français et préparer l'avenir de nos enfants.

UN NOUVEAU PROGRÈS SOCIAL POUR LA FRANCE

Nous demandons des mesures de justice sociale et fiscale d'urgence. En s'y mettant toutes et tous, en nous rassemblant dans la diversité de nos opinions, c'est possible.

Les communistes, leurs député-e-s, leurs sénatrices et sénateurs ont décidé une campagne nationale pour un nouveau progrès social pour la France.

Unissons-nous pour demander au Président de la République et au Gouvernement des mesures urgentes pour l'emploi et le pouvoir d'achat !



PÉTITION

Pour un meilleur partage des richesses

“ *Monsieur le Président de la République,
Nous voulons vivre dignement, avec un pouvoir d'achat garanti.
Nous voulons un vrai travail avec un vrai salaire et de vrais droits.* ”

Nom : Prénom :

Adresse :

À renvoyer à :

Assemblée nationale : Groupe GDR - 126 rue de l'Université - 75007 PARIS

**Vous avez des remarques à faire sur le budget ?
Des propositions à transmettre ?**

Contactez-nous :

groupe.gdr@assemblee-nationale.fr

SUIVEZ-NOUS :

 groupe-communiste.assemblee-nationale.fr

 [LesDeputesCommunistes](https://www.facebook.com/LesDeputesCommunistes)  [deputespfc](https://twitter.com/deputespfc)

LA LETTRE DES DÉPUTÉ-E-S COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

BUDGET 2018



AU BONHEUR DES RICHES !

Un autre budget est possible

“ Le président de la République et son gouvernement ont choisi de faire **plus de 20 milliards d'euros de cadeaux aux plus riches.** ”

Un choix parfaitement clair, en faveur de celles et ceux qui ont déjà tout, mais aussi des banquiers et des multinationales. Après la casse du code du travail et avec les menaces qui pèsent sur la Sécurité sociale, sur les communes, il s'agit bien d'un véritable projet de société, au service exclusif de la finance qui va provoquer de fortes inégalités sociales et territoriales.

Cette vision, nous ne l'acceptons pas. L'argent coule à flots dans notre pays, mais toujours au profit des mêmes privilégiés, en circuit fermé. Ce n'est plus tenable. De nombreuses associations, des syndicats, des personnalités de la société civile, des chercheurs, des forces politiques insistent, dans la diversité de leurs opinions, sur **l'urgence de mettre en place un nouveau modèle économique, au service d'une société plus juste, plus humaine, plus écologique.**

C'est cet objectif-là que nous devons défendre, tous ensemble, pour faire reculer la pauvreté, le chômage et pour **faire respecter la dignité humaine.**

Oui, tous ensemble, unissons-nous.

Faisons entendre la voix du monde du travail et de la création pour vivre dans une France ouverte, généreuse et solidaire. ”

LE FLÉAU DE L'ÉVASION FISCALE

3 250 familles les plus riches ont caché dans les paradis fiscaux 140 milliards d'euros. En tout, le manque à gagner annuel pour la France est de 60 à 80 milliards d'euros. Soit à peu de choses près le montant de notre déficit budgétaire.

UNE SOCIÉTÉ À DEUX VITESSES

En supprimant l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, ce gouvernement fait un cadeau de 3,2 milliards d'euros aux 300 000 ménages les plus fortunés... mais il baisse l'APL pour tous et il augmente la CSG, sans compensation, pour 2,5 millions de retraités.

POUR LA JUSTICE FISCALE

Il est urgent de mettre en place une conférence de la finance et de la fiscalité mondiale, sous l'égide de l'ONU, comme l'ont réclamés de nombreux député-e-s de toutes opinions.

METTRE L'ARGENT AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN, VOILÀ NOTRE BUDGET !



+ 12,4 milliards d'euros de cadeaux fiscaux que nous annulons

+ 3,2 milliards d'euros

Suppression de l'impôt de Solidarité sur la Fortune

ANNULÉ



+ 1,2 milliard d'euros

Baisse du taux sur l'impôt sur les sociétés

ANNULÉ

+ 1,9 milliards d'euros

Mise en place de la Taxe unique à 30%



+ 0,1 milliard d'euros

Suppression de la taxe sur les salaires de plus de 152 000€/an

ANNULÉ

+ 2 milliards d'euros

Baisse de la Taxe sur les Transactions Financières



+ 4 milliards d'euros

Renforcement du budget pour l'arme nucléaire

ANNULÉ

Nos choix fiscaux : un meilleur partage des richesses

+ 28 milliards d'euros

Suppression du CICE et des niches fiscales inefficaces (CICE=400 000€ par emploi créé ou sauvé)

+ 7 milliards d'euros

Plan national de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales (30 à 40 milliards sur 5 ans)

+ 6 milliards d'euros

Taxe sur le chiffre d'affaires des grands groupes

+ 5,8 milliards d'euros

Renforcement de la fiscalité sur les dividendes et les revenus financiers



+ 1,8 milliard d'euros

Mise en place d'un impôt sur les géants du numérique

Pour l'emploi

Dans le budget 2018, nous proposons d'investir dans les services publics, l'éducation, la santé, le logement, les transports mais aussi dans des services de proximité tels que ceux de la CARSAT, de la CAF, de la CPAM, de la Trésorerie municipale, de La Poste...

Nous demandons la pérennisation des contrats aidés en donnant les moyens aux communes, aux écoles, aux associations de financer durablement ces contrats pour les sortir de la précarité.

Nous faisons de l'industrie une priorité en soutenant les grands projets d'infrastructures et en prenant part au capital d'entreprises stratégiques (banques, énergie, eau, transports...)

Pour la justice fiscale

Au lieu de suivre les cures d'austérité imposées par la Commission européenne, nous ferons d'autres choix, en préférant taxer les entreprises qui distribuent des dividendes et spéculent en Bourse plutôt que celles qui investissent et créent de l'emploi.

Nous nous attaquerons enfin au fléau de l'évasion fiscale et condamnerons sévèrement les tricheurs. Nous mettrons en place une taxe sur les multinationales du numérique (GAFA) et une banque publique pour soutenir les collectivités, la ruralité et la transition écologique.

Pour le pouvoir d'achat

Pour rendre du pouvoir d'achat aux françaises et aux français, nous proposons de baisser la TVA et de rétablir une juste rémunération du travail, avec une échelle d'écart des salaires de 1 à 20, en commençant par augmenter le SMIC et les plus petits salaires de la fonction publique.

Nous augmenterons les pensions afin qu'elles atteignent le seuil minimum de 1 000 euros d'ici 2022. Nous proposons enfin de rétablir la demi-part fiscale pour les veuves et les veufs.

POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE NOS CONCITOYENS :



28 milliards d'euros pour le **pouvoir d'achat** : annulation de la hausse de la CSG, **baisse de la TVA, rétablissement de la demi-part des veuves et veufs.**



10 milliards d'euros : 8 Mds pour un plan de soutien aux **TPE, PME, l'Artisanat, l'Industrie** en contrepartie d'engagements pour l'emploi et l'investissement ; 2 Mds pour les **grands projets** (10 Mds sur 5 ans).



6,5 milliards d'euros pour les **hôpitaux** et la **Sécurité sociale** afin de protéger la santé de nos concitoyens. **Objectif** : aller vers la couverture des soins à 100% par la Sécurité sociale.



5 milliards d'euros en faveur d'un grand plan pour **l'école** et **l'éducation** afin de préparer l'avenir.



3 milliards d'euros pour nos **collectivités** et les **services publics** (10 Mds sur 5 ans).



2,5 milliards d'euros pour accompagner **les agricultrices** et **les agriculteurs**, protéger **l'environnement** et améliorer les **transports publics** (10 milliards sur 5 ans).



2,5 milliards d'euros pour un pacte pour le **logement** (APL, rénovation, construction).



2 milliards d'euros pour financer la hausse du point d'indice des **fonctionnaires**.



1,5 milliard d'euros pour le développement du **très haut débit**.